

votation du 22 septembre 2013

## Christophe Keckeis: «L'idéologie du réduit national nous aveugle!»

[Yves Petignat](#)



Christophe Keckeis, ancien chef de l'armée suisse, pointe d'un doigt accusateur les pacifistes confortablement caché derrière son bureau forteresse !

**Tout en s'opposant à l'initiative du GSsA qui veut supprimer l'obligation de servir, l'ancien chef de l'armée Christophe Keckeis estime que la notion de défense territoriale doit être remplacée par celle de protection des infrastructures. La guerre des chars n'aura jamais lieu.**

Le 22 septembre, le peuple est appelé à se prononcer sur l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) qui demande la suppression de l'obligation du service militaire. Ancien chef de l'Armée, Christophe Keckeis ne renie pas son attachement à la milice. Mais il est aussi connu pour son franc-parler et pour ses idées dérangeantes pour une armée mieux adaptée aux risques d'aujourd'hui.

**Le Temps: Faut-il accepter l'initiative du GSsA pour «l'abrogation du service militaire obligatoire»?**

**Christophe Keckeis:** C'est une initiative qu'il faut refuser à tout prix. Toucher la milice c'est couler la Suisse! Cette initiative est rédigée de manière si subtile que personne ne se rend compte des véritables objectifs: il s'agit de liquider l'armée tout simplement. Pas d'en modifier le mode de recrutement ni la composition. Il ne faut pas oublier d'où elle provient: du Groupe pour une Suisse sans armée. Le plus dramatique, c'est que le Parti socialiste s'identifie avec ces objectifs. La suppression de l'armée figure dans son programme. C'est donc une initiative très dangereuse qu'il ne faudra pas repousser du bout des lèvres, mais par un résultat marquant. Pas avec 52%. Avec plus de 60% de non. Mieux que les Autrichiens ne l'ont fait en début d'année [ndlr: 59,8% pour le maintien de la conscription].

**– Tous nos grands voisins ont aboli l'obligation de servir, sauf l'Autriche. Est-ce que nous n'avons pas un temps de retard?**

– La Suisse est un cas unique, elle est très enviée par ses voisins. Il faut avoir le courage d'assumer ce décalage. L'esprit de la milice fait partie de la culture helvétique, il marque aussi bien la vie associative que la politique. C'est fondamental. Si nous voulons maintenir une armée, nous n'avons

pas d'alternative. Une milice volontaire? Cela ne marchera pas. On l'a vu avec l'engagement des femmes depuis la réforme Armée XXI. Pendant plus de dix ans on a encouragé leur enrôlement volontaire. Sans succès. Il y a eu un boom au début, puis c'est retombé. Le bassin de population est trop petit pour une milice volontaire avec des effectifs suffisants.

**– Il n'y aurait pas en Suisse 5000 personnes prêtes à s'engager volontairement chaque année? Avec cinq ou six ans de service, cela ferait une armée de 25'000 à 30'000 hommes, comme l'Autriche.**

– Sans doute. Mais ce ne seraient pas les bons. Pas ceux dont nous avons besoin. Avec ce système, vous héritez de tous les gars qui ne trouvent pas de place ailleurs. Des gens mal dans leur peau, à la recherche d'une motivation, des aventuriers ou des dingues de la gâchette.

En Espagne, on recherche des soldats en Amérique latine. En Grande-Bretagne, on vide les prisons pour arriver à des contingents. On se retrouve avec des gens que l'on ne souhaite pas vraiment, avec des foules de problèmes. En Suisse, avec la milice, nous bénéficions du «top». Un échantillon de la population suisse; des civils raisonnables, avec un haut niveau de formation. Il nous reste encore à améliorer la formule pour tirer le maximum de chacun, en mettant mieux à profit les compétences civiles dans le cadre de l'armée.

**– Peut-on encore parler d'esprit de milice? 30 à 40% seulement des hommes d'une classe d'âge remplissent la totalité de leurs obligations militaires? N'y a-t-il pas là une injustice?**

– Les opposants à l'armée essaient toujours d'utiliser les statistiques pour démontrer que cela ne marche pas. On fait dire ce que l'on veut aux statistiques. Mais il faut surtout voir les effets induits par l'obligation faite à quelque 35'000 jeunes de se présenter chaque année au recrutement. Sur ce nombre, il y a 22'000 jeunes déclarés aptes. On en perd quelques-uns durant l'école de recrues et, au final, il en reste 18'000. Tous ces jeunes gars ont découvert à un moment ou à un autre ce que veut dire la communauté. Qu'il n'y a pas seulement des droits, mais aussi des devoirs. A l'école de recrues, ils apprennent ce qu'est une mission commune, ce qu'est la vie en communauté et la nécessité d'une discipline. Cela marque les jeunes et cet esprit imprègne la vie de la société suisse. Cela va à l'encontre du courant individualiste qui nous menace. Il y a là une leçon de civisme et d'esprit communautaire.

**– On constate une réticence toujours plus forte des employeurs à laisser partir leurs employés pour de longues périodes de service. Des cours de trois semaines, un mois, deviennent inconciliables avec la marche de l'économie.**

– C'est vrai. Aujourd'hui, dans une entreprise, on ne peut plus partir un mois par an pour un cours. Il faut adapter le modèle aux besoins de la société actuelle. C'est ce qui est en train d'être fait. On a diminué les effectifs de l'armée de 186'000 à 100'000 hommes. Le Département de la défense propose de raccourcir les cours de répétition; la durée moyenne pour un soldat sera de 13 jours au lieu de 19. C'est une semaine de moins. On va donc économiser 100'000 semaines au profit de l'économie. Ce n'est pas rien. Et durant sa carrière totale, un soldat ne fera plus que 220 jours au lieu de 260. Il n'y aura plus que 5 millions de jours de service pour l'armée, au lieu de 6 millions.

**– C'est suffisant?**

– Je suis resté un peu sur ma faim. J'espérais que l'on réformerait encore davantage. L'expérience me vient des Forces aériennes. On avait des pilotes de Swissair comme pilotes de milice. Ils faisaient six semaines de service par an, mais réparties sur toute l'année. Il y a beaucoup de jobs clés qui pourraient correspondre à cet exemple. Comme les hackers. Ce sont des personnes clés. La cyberdéfense est un des piliers fondamentaux de la sécurité. On pourrait avoir des bataillons de hackers qui viennent effectuer leur service par tranches, selon les besoins et les disponibilités. Ils viendraient un jour par mois faire leur boulot quotidien, mais dans le cadre militaire. Il faut absolument effacer cette impression que faire du service c'est du temps perdu.

**– Quelles missions reste-t-il à l'armée? Il y a un renforcement des tâches d'appui aux autorités**

### **civiles au détriment de la défense militaire classique.**

– Toute réflexion militaire doit commencer par une rigoureuse analyse des risques. Dans le Rapport de politique de sécurité 2010, les principales menaces sont clairement évaluées, la probabilité d'une attaque militaire est qualifiée de très faible. Le rôle de l'armée va de plus en plus vers la protection de la société et l'aide aux autorités civiles. Nous sommes dans une société urbaine très vulnérable par ses réseaux informatiques, de communication et d'approvisionnement. Il ne s'agit plus, comme à Morgarten, de se battre contre une armée qui ne viendra pas. Mais de protéger les points les plus vulnérables, d'assurer les conditions de fonctionnement de l'Etat et de l'économie. La défense doit devenir une notion de protection des infrastructures, transport, communication, énergie, tous ces secteurs qui aujourd'hui sont dépendants de l'informatique. Ce n'est plus la guerre des chars qui nous menace.

### **Les liens**

- [«J'échangerais les 133 obusiers blindés contre deux bataillons de hackers»](#)